



Association pour le

Développement de l'éducation en Afrique

LETTRE D'INFORMATION DE L'ADEA

VOLUME 12, NUMERO 1

JANVIER-MARS 2000

Groupes de travail de l'ADEA Activités en 1999

L'ADEA a pour habitude de publier à la fin de chaque année ⁽¹⁾ un numéro spécial de la Lettre d'information sur ses Groupes de travail. Dans ce numéro, les activités de chaque Groupe de travail en 1999 sont donc passées en revue. Les personnes désirant avoir plus d'informations sur les Groupes trouveront ici également les coordonnées des responsables.

Les Groupes de travail de l'ADEA ont vu le jour peu après la création de l'ADEA, en 1988. Leur tâche était d'étudier et de développer un consensus sur les problèmes identifiés dans « l'Education en Afrique subsaharienne : Pour une stratégie d'ajustement, de revitalisation et d'expansion », l'étude publiée pour la Banque mondiale en 1988, qui est à la base de la création de l'ADEA et de son mandat de départ. Plus tard, d'autres Groupes de travail ont été

mis en place pour couvrir d'autres sujets que les Ministres de l'éducation estimaient dignes d'intérêt. Il y a, actuellement, onze Groupes de travail : Livres et matériel didactique, Enseignement à distance, Développement de la petite enfance, Finance et éducation, Statistiques de l'éducation, Analyse sectorielle de l'éducation, Participation féminine, Enseignement supérieur, Recherche et analyse des politiques, Education non formelle, Profession enseignante.

Beaucoup de Groupes de travail existent maintenant depuis dix ans ou plus. Avec le temps, ils ont accumulé une riche expérience et acquis une vaste compréhension des problèmes dans leurs domaines d'intérêt. En raison de la grande variété des membres,

où l'on trouve de nombreux ministres de l'éducation, des fonctionnaires d'agences de financement et des professionnels de l'éducation, les Groupes sont devenus des forums privilégiés pour le développement d'un consensus face aux problèmes rencontrés. Ils ont également réussi à créer des communautés professionnelles dans leurs domaines respectifs. C'est pourquoi de nombreux participants aux activités de l'ADEA considèrent les Groupes de travail comme l'âme-même de l'Association. ♦

(1) En 1999, le dernier numéro de la Lettre d'Information (Vol. 11, N° 4, Octobre-Décembre 1999) a été consacré à la biennale de l'ADEA qui s'est tenue du 5 au 9 décembre 1999. C'est pour cette raison que la parution du numéro spécial sur les GT a été repoussé au premier trimestre 2000.

S O M M A I R E

Groupes de travail de l'ADEA	1-16
Biennale de l'ADEA	9
Calendrier	18



Livres et matériel éducatif

Le Groupe de travail sur les livres et sur le matériel éducatif (GTLME) a pour premier objectif d'améliorer la fourniture de matériaux éducatifs de qualité pour permettre l'éducation pour tous. A cette fin, le groupe de travail apporte son aide aux processus qui mènent à la formulation de politiques nationales du livre appropriées. En 1999, le groupe de travail a poursuivi ses activités de recherche, de diffusion et de plaidoyer, travaillant étroitement avec différents partenaires de l'industrie du livre et de l'éducation. Il a également lancé une campagne en faveur de meilleures conditions fiscales pour l'industrie du livre, afin d'améliorer la circulation des livres en Afrique.

Le groupe de travail a poursuivi en 1999 son travail de collaboration avec la communauté de l'éducation et l'industrie du livre en Afrique. Il a notamment travaillé en étroite relation avec le réseau africain des éditeurs africains (APNET) pour l'aider dans ses objectifs de renforcement des capacités d'édition en Afrique. Le développement du centre de ressources d'APNET, principale source d'informations sur l'édition et le secteur du livre en Afrique, a été au cœur de son soutien stratégique.

Appel en faveur de meilleures conditions fiscales pour les éditeurs

Les résultats des recherches menées pendant la phase 1 de l'étude ADEA/APNET sur le commerce intra-africain du livre sont à la base de la campagne qui vise à dénoncer les lois et les mesures fiscales qui entravent la diffusion des livres en Afrique. Lors de la Conférence des ministres africains de l'éducation de l'OUA (COMEDAF 1), qui s'est tenue à Harare en mars dernier, le président d'APNET, Richard Crabbe, et le leader du groupe de travail, Carew Treffgarne, ont participé à la rédaction d'un document appelant à des réductions fiscales et à un meilleur accès aux facilités de crédit pour les éditeurs. L'objectif est de sensibiliser les gouvernements au rôle stratégique de l'édition pour le développement.

APNET a maintenant entamé la phase 2 de l'étude sur le commerce intra-africain du livre. La recherche, menée avec le Consortium africain pour la recherche économique

(*African Economic Research Consortium-AERC*) à Nairobi, examinera l'impact des politiques économiques régionales sur le commerce intra-africain du livre.

Module sur les statistiques du secteur du livre

Le groupe de travail sur les livres travaille en collaboration avec le groupe de travail sur les statistiques pour élaborer un module pilote sur les statistiques du secteur du livre en Zambie. Ce projet a été lancé en mai 1999, lorsque des représentants de différentes divisions du ministère de l'Éducation et de l'Association des éditeurs et des libraires ont convenus de travailler ensemble à l'amélioration de leurs bases de données complémentaires sur l'information relative aux livres et au matériel éducatif (IBEM).

Collaboration à une étude sur la fourniture de livres pour l'évaluation EPT 2000

Le groupe de travail a poursuivi sa collaboration avec l'Initiative UNESCO/Danida sur le matériel d'enseignement de base, tant au niveau national (en organisant, sous l'égide de l'UNESCO, la Consultation nationale sur le secteur du livre, à Ouagadougou, en janvier 1999), qu'au niveau international (en menant une étude conjointe sur le contexte de l'approvisionnement des livres).

Cette étude a été élargie, en mars, pour s'intégrer dans une série d'études thématiques menée dans le cadre de l'évaluation EPT (Education pour tous) 2000. Les données sur l'Afrique témoignent des disparités persistantes dans l'accès à toutes les formes de matériel pédagogique. Elles signalent aussi qu'une collaboration plus étroite entre les secteurs public et privé est nécessaire pour permettre une adaptation à la tendance mondiale vers



une plus grande libéralisation des industries de l'édition et de la vente de livres et la décentralisation, au niveau de l'école, du choix et de l'achat des manuels.

Examen des politiques du livre dans douze pays

En matière de politique du livre, les principales réalisations du Groupe de travail ont été marquées par l'organisation d'une table ronde sur la coordination de la politique du livre, en collaboration avec l'Initiative UNESCO/Danida sur le matériel d'enseignement de base. Cette manifestation a réuni des représentants des secteurs public et privé et des ONG venus de douze pays (Afrique du Sud, Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Guinée, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Ouganda, Tanzanie et Zimbabwe) et a permis de comparer les expériences de chacun au niveau des aspects structurels, juridiques et financiers de la coordination de la politique du livre. Une synthèse de ces expériences fera probablement l'objet d'une publication conjointe de l'UNESCO et de l'ADEA.

Pour l'amélioration des systèmes de distribution des livres

Le groupe de travail a continué d'accorder une grande attention au problème complexe de la diffusion des livres. Une nouvelle étude sur l'élaboration d'une stratégie pour l'amélioration des systèmes de

distribution des livres a été lancée en septembre. Le groupe s'est également entretenu avec l'Association panafricaine des libraires (PABA) tout au long de l'année 1999 et a facilité la tenue, en décembre, de deux séminaires sur le renforcement des capacités, (l'un en Ethiopie, l'autre au Ghana) destinés à renforcer les associations nationales de libraires.

Participation à la Foire internationale du livre du Zimbabwe

Pour sa quatrième participation à la Foire du livre, le Groupe de travail a organisé une série de groupes de discussion portant sur le thème « Accès à l'information », lors de l'*Indaba* consacré aux « Voix des femmes ». Les intervenants, venus du Kenya, de Namibie, du Ghana, de Zambie et du Zimbabwe, ont insisté sur l'importance de répondre aux besoins des femmes défavorisées en milieu rural et sur les moyens qui peuvent inciter les femmes à utiliser les centres de ressources.

Le GTLME a également participé à la synthèse des conclusions de la séance de clôture portant sur *les politiques du livre et les questions de genre*. Pendant cette séance, l'importance d'intégrer les questions de genre à chacune des étapes de la chaîne du livre a été soulignée.

Activités de plaidoyer et de mobilisation

En 1999, le travail de plaidoyer et de

mobilisation mené en arrière-plan en faveur d'une politique du livre a été plus particulièrement axé sur la promotion de l'expertise Sud-Sud, le dialogue entre les secteurs public et privé, et l'interface entre l'édition et la vente de livres.

Le groupe de travail a également donné son avis sur des documents préliminaires de politique sur les manuels scolaires, élaborés par des organisations internationales (Banque mondiale notamment) et certains pays (Afrique du Sud, Zambie et Zimbabwe).

Les actions de plaidoyer et de mobilisation au niveau des politiques se sont également poursuivies à travers divers forums et ateliers, où le groupe de travail a préconisé la mise en commun des expériences provenant de toute l'Afrique. Les résultats de ces forums de politique seront, dans la plupart des cas, publiés dans la collection *Perspectives sur le développement du livre en Afrique*.

CAREW TREFFGARNE

Comment contacter le GTLME

Carew Treffgarne (Leader)

Department for International Development (DfID)

94 Victoria Street,

London SW1E 5JL, UK

Tél. : +44/171 917 0658

Fax : +44/171 917 0287

Mèl : c-treffgarne@dfid.gtnet.gov.uk

Développement de la petite enfance

Le Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) est l'un des groupes de travail les plus récents de l'ADEA. Il a redéfini son mandat et ses principes en 1999. Des études de cas seront lancées, en 2000, dans un certain nombre de pays.

On reconnaît désormais que le développement de la petite enfance (DPE) est une condition essentielle pour permettre aux enfants africains de profiter pleinement de leur droit à une éducation de base¹. Pourtant, le DPE ne fait malgré tout toujours pas partie, à ce jour, des priorités des politiques gouvernementales. Les initiatives DPE sont limitées et iné-

galement réparties ; leur qualité est en outre très variable. Les organismes internationaux ont pourtant réussi, dans de nombreux pays africains, à soutenir des initiatives communautaires novatrices en faveur des pauvres, des collectivités éloignées et des enfants en danger. Ces organismes s'efforcent de documenter sérieusement les expériences DPE menées pour

en tirer des leçons qui pourraient être appliquées ailleurs. La conférence internationale sur le DPE, qui s'est tenue à Kampala en septembre 1999², a confirmé la valeur des nombreuses expériences DPE menées en Afrique. Elle a aussi souligné la nécessité de repenser le rôle de l'Etat par rapport au DPE, et a rappelé que l'effort de recherche dans le domaine des

politiques DPE restait insuffisant.

C'est dans ce contexte que le GTDPE a défini son terrain d'intervention ; mais pour éviter de répéter des travaux menés par ailleurs³, le GTDPE a choisi de concentrer ses efforts au niveau des politiques et de leurs besoins, sans toutefois perdre de vue la pratique sur le terrain.

Le mandat du GTDPE

La phase de démarrage a été longue, mais le GTDPE prend désormais de la vitesse. Une rencontre consultative a été organisée à La Haye aux Pays-Bas, en mars 1999, pour discuter de l'avenir du groupe de travail. Les représentants des ministères africains, des organismes donateurs et des principaux réseaux DPE en Afrique ont discuté de l'orientation future du GTDPE et ont redéfini son mandat : le GTDPE doit aider à la mise en place de prestations DPE accessibles, abordables et de qualité, pour que tous les enfants puissent avoir des chances égales de recevoir une éducation de base et développer leurs aptitudes.

Pour parvenir à ces objectifs, le GTDPE doit : 1) apporter son soutien, au niveau national, à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques DPE intersectorielles globales, liées aux objectifs nationaux de lutte contre la pauvreté, de développement équitable et d'éducation pour tous ; 2) fournir des informations sur les pratiques et la recherche axées sur le DPE en vue de l'élaboration des politiques (des pays, organismes internationaux et autres donateurs) ; 3) promouvoir la création de partenariats à tous les niveaux entre ministères et services concernés, et entre gouvernements, organismes, collectivités et autres parties prenantes.

Principes fondamentaux

Pendant la rencontre de La Haye, les participants ont également déterminé un ensemble de principes destinés à soutenir les initiatives et les politiques DPE, lesquels reconnaissent le caractère holistique du développement de la petite enfance. Ces principes, inspirés de la réflexion actuelle sur le développement de l'enfant et de la riche expérience acquise en DPE dans différents endroits du monde, sont les suivants :

- toutes les dimensions du développement de l'enfant sont interdépendantes et de même importance ;
- l'étape critique du DPE débute avant la naissance et se poursuit jusqu'aux premières années de la scolarisation ;
- les initiatives de DPE requièrent une approche intégrée et participative, fondée sur les besoins de développement des jeunes enfants, et ciblant à la fois les enfants et les adultes qui en ont la charge ;
- le DPE respecte les pratiques et les concepts culturels qui entourent l'éducation des enfants ;
- la participation de la communauté est essentielle à la qualité du DPE : parents, collectivités, organismes communautaires, ONG et organisations privées ont tous un rôle important à jouer dans la prestation et l'élaboration des politiques DPE ;
- la mise en œuvre, l'amélioration de la qualité et la pérennité des prestations DPE passent par des politiques nationales exhaustives, qui visent à faciliter, à promouvoir et à soutenir les initiatives privées et locales ;
- ces politiques doivent être ancrées dans la réalité africaine.

Ces principes guideront les travaux futurs du GTDPE. Le programme de travail débutera par la réalisation d'études de cas nationales, lesquelles porteront notamment sur le processus d'élaboration d'une politique nationale DPE complète et intersectorielle. Un atelier est prévu courant mars pour les équipes des pays qui participeront à la première série d'études de cas. Les résultats de ces études devraient servir de matériel de référence pour la prochaine conférence internationale sur le DPE au Sénégal ; ils permettront également d'orienter le programme de travail du GTDPE au niveau des activités de plaidoyer, de renforcement des capacités et de l'analyse des politiques.

CLAUDINE HELLEMAN

1. Déclaration d'engagement de Durban adoptée par les ministres africains de l'Éducation, lors de la rencontre MINEDAF VII (avril 1998), et déclaration de Johannesburg sur l'Éducation pour tous, adoptée par la Conférence EPT pour l'Afrique subsaharienne (décembre 1999).

2. La Conférence de Kampala a été organisée par le ministère ougandais de la Santé, la Banque mondiale et l'UNICEF.

3. Par le Groupe consultatif sur les soins et le développement de la petite enfance, par exemple.

Comment contacter le GTDPE

**Claudine Helleman
(Coordonnateur)**

Ministère des affaires étrangères
néerlandais - DCO/OO/BE
Bezuidenhoutseweg 67 P.O. Box 20061
2500 EB La Haye, Pays-Bas
Tél. : +31/70 348 67 12
Fax : +31/70 348 64 36
Mèl : wfc.helleman@dco.minbuza.nl

Les groupes de travail de l'ADEA en ligne

Des informations détaillées sur tous les groupes de travail de l'ADEA (activités et publications comprises) sont disponibles en ligne sur le Site Web de l'ADEA (<http://www.adeanet.org>).

A partir du Site Web de l'ADEA, des liens permettent l'accès à deux Groupes de travail qui ont leur propre Site Web : le Groupe de travail sur l'analyse sectorielle et le Groupe de travail sur les statistiques.

Statistiques de l'éducation

Au cours de l'année 1999, le Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation (GTSE) a poursuivi son action en Afrique subsaharienne pour le développement d'une capacité institutionnelle durable capable de diriger, mettre en place, entretenir et auto-régénérer des services efficaces d'information statistique sur l'éducation. Tout en menant ses propres activités, le GTSE a collaboré avec des partenaires comme l'EPT et le Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif pour mettre au point un module sur les statistiques du secteur du livre. Le GTSE a servi à la fois de tribune pour la promotion des contacts entre les initiatives liées à l'éducation et de point de rencontre pour la coopération, la coordination et la constitution de réseaux entre agences et autres partenaires.

Principales réunions en 1999

Le GTSE a organisé deux réunions à Harare, en janvier 1999. Elles ont rassemblé 80 représentants, venus de 36 pays africains et organismes internationaux et ont été les premières réunions du GTSE à bénéficier d'une participation aussi importante des pays africains.

La réunion régionale du programme SISED (Système d'informations statistiques sur l'éducation) s'est tenue la première. Ont été discutés le programme SISED et la structure et modes de fonctionnement des deux noyaux du GTSE (Afrique de l'Est et l'Afrique australe, d'une part ; Afrique de l'Ouest et Afrique centrale, d'autre part). Les besoins de renforcement des capacités ont été identifiés et la disponibilité des personnes-ressources et des institutions évaluée, afin de déterminer comment ces dernières pourraient participer au processus de renforcement des capacités au niveau régional.

La réunion annuelle du GTSE, qui s'est tenue ensuite, visait surtout à faire le point sur les progrès accomplis depuis 1997. Les rapports des pays participants ont fait état de résultats significatifs. Des progrès sont également évidents dans les trois volets des activités du Groupe de travail : le programme SISED, les fonctions de forum et les services de soutien.

Des bureaux sous-régionaux sont désormais en place

La décision de créer un centre régional de coordination du SISED et deux bureaux de coordination sous-régionaux pour l'Afrique de l'Est et du Sud (AES), et pour

l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale (AOC) résulte directement de la réunion annuelle du GTSE en 1997. Le centre régional et le bureau de l'AES sont ouverts à Harare depuis 1998. Le bureau de coordination pour l'AOC a ouvert ses portes à Dakar en 1999.

Élaboration d'un module sur les statistiques du secteur du livre

Le GTSE et le Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif ont uni leurs efforts à l'occasion d'un atelier d'information sur le secteur du livre, organisé à Lusaka le 28 avril 1999 par le ministère zambien de l'Éducation. Cet atelier visait

à lancer l'élaboration d'un module pilote sur les statistiques du secteur du livre en Zambie. Ce module devrait permettre d'améliorer la transparence tout en accroissant l'efficacité et en diminuant les coûts du secteur du livre ; à long terme, il servira aussi d'instrument pour assurer un meilleur suivi du secteur du livre.

Collaboration avec le Forum EPT

Au cours de l'année 1999, le SISED a collaboré avec le Forum mondial sur l'éducation pour tous (EPT) en vue de l'évaluation EPT 2000 de la fin de la décennie. Le SISED a essentiellement eu un rôle de coordination pour aider les pays à



Groupes de travail sur les statistiques de l'éducation

produire les principaux indicateurs quantitatifs des progrès accomplis. Le SISED a également pris part à l'élaboration des indicateurs de suivi des objectifs de l'EPT en Afrique.

Les équipes nationales EPT des pays d'Afrique subsaharienne se sont réunies au sein d'ateliers sous-régionaux, qui ont eu lieu au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire en juin 1999, pour partager leurs expériences et rédiger un rapport national. Elles se sont à nouveau réunies à Harare, en septembre, pour passer en revue les rapports nationaux et rédiger le rapport de synthèse pour l'Afrique. Les résultats de l'évaluation EPT au niveau national ont été synthétisés afin de servir de matériel de référence pour la Conférence EPT 2000 pour l'Afrique subsaharienne, qui a eu lieu en Afrique du Sud en décembre 1999.

Publications et diffusion d'informations

Le GTSE a produit en 1999 un certain nombre de documents :

- *Éducation, finances et dépenses (Module SISED)* ;
- *Brochure du SISED* ;
- *Compte-rendu de la rencontre annuelle du GTSE et de la rencontre régionale du SISED, 25-29 janvier 1999* ;
- *Présentation du SISED sur Internet.*

Les informations concernant les activités du GTSE et ses publications sont régulièrement mises à jour et peuvent être consultées sur le site Internet du SISED (<http://www.unesco.org/nesis>).

KO-CHIH TUNG

Comment contacter le GTSE

Abdi Foum (Leader)

Agence de coopération et de développement international (Asdi), Suède
Conseiller Régional
P.O. Box 4110 - Harare - ZIMBABWE
Tél. : +263/4 790 651
Fax : +263/4 754 265
Mèl : abdi.foum@sida.se

Ko-Chih Tung (Coordonnateur)

UNESCO Office - Harare
P.O. Box H.G 435
8 Kenilworth Road, Highlands
Harare - ZIMBABWE
Tél. : +263/4 332 222
Fax : +263/4 332 344
Mèl : kc.tung@unesco.org

Enseignement supérieur

En 1999, le Groupe de travail sur l'enseignement supérieur a mené une réflexion sur les résultats atteints en Afrique au niveau de l'enseignement supérieur au cours de ces dix dernières années ; il a également passé en revue ses contributions à ce processus. D'autre part, trois rapports ont été produits sur les expériences nationales de l'Afrique du Sud, du Cameroun et du Mozambique. Ces rapports ont été présentés à la biennale de l'ADEA (Johannesburg, décembre 1999). Un examen externe des résultats du GTES a été parallèlement entrepris afin de mieux définir sa mission et ses objectifs futurs.

Trois études de cas sur des expériences en éducation tertiaire

Planification stratégique au Mozambique

Trois études de cas ont été commanditées et réalisées pour la biennale de l'ADEA. La première étude, *Promouvoir l'accès, la qualité et le renforcement des capacités de l'enseignement supérieur en Afrique : expériences de planification stratégique à l'université Eduardo Mondlane au Mozambique*, fait le point sur huit années d'expérience. Le rapport traite des réformes institutionnelles stratégiques, mises en œuvre dans les années 90, qui visaient à : 1) élargir l'accès à l'enseignement supérieur ; 2) améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche universitaires ; 3) renforcer les capacités de planification institutionnelle, de mise en œuvre des programmes, de contrôle de l'efficacité et de l'évaluation des résultats.

Réforme de l'enseignement supérieur de 1993 au Cameroun

La deuxième étude, *La réforme du système national d'enseignement supérieur, le cas du Cameroun*, relate l'expérience camerounaise de réforme du système d'enseignement supérieur durant les années 90. Les éléments clés de cette réforme majeure ont été : 1) la création, afin de remplacer une grande institution (l'université de Yaoundé), de six universités réparties dans tout le pays ; 2) la suppression des bourses d'étude ; 3) l'obligation faite aux étudiants d'acquitter des frais de scolarité importants. Dans l'ensemble, cette réforme a permis : 1) de décongestionner l'université de Yaoundé, en répartissant les étudiants dans les différents centres universitaires ; 2) de stimuler la participation de groupes intéressés au financement des universités ; 3) d'offrir des choix éducatifs plus diversifiés aux étudiants ; 4) de réorganiser les priorités budgétaires. Ce-

pendant, la réforme a fait l'objet d'une vive résistance de la part des étudiants, notamment pour le partage des frais. En outre, l'Etat ne finançant que peu et de façon irrégulière l'enseignement, il n'a pas été possible d'améliorer la qualité du personnel, ni d'offrir des infrastructures adéquates face à la hausse rapide des inscriptions. Les leçons de cette expérience sont présentées dans le rapport.

Programme de collaboration entre les universités d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe

La troisième étude, *L'USHEPIA : renforcer le réseau des capacités de recherche en Afrique*, traite d'une expérience réussie de mise en place d'un réseau Sud-Sud pour renforcer les capacités dans le domaine des sciences, de l'ingénierie et des sciences humaines. L'USHEPIA (*University Science, Humanities and Engineering Partnerships in Africa*) est une initiative

de l'université de Cape Town à laquelle participent un certain nombre d'universités d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Le programme, qui vise à promouvoir la collaboration entre chercheurs africains pour renforcer les capacités humaines et institutionnelles dans ce domaine, a déjà permis d'accorder, depuis 1995, 39 bourses d'étude. Le rapport brosse un tableau des réalisations de l'USHEPiA, des difficultés rencontrées et des principaux facteurs de réussite.

Promouvoir la planification et la gestion stratégiques

En réponse aux réformes de l'enseignement supérieur qui ont accordé plus d'autonomie et conféré la responsabilité de la gestion aux conseils des universités, le GTES travaille à la conception d'un programme de renforcement des capacités de planification stratégique à l'intention des membres de ces conseils en Afrique. Le Groupe de travail s'est joint au Centre pour la transformation de l'enseignement supérieur (Centre for Higher Education Transformation – CHET) à Johannesburg, qui avait publié un livret à ce sujet, afin d'évaluer la pertinence de ce livret ailleurs qu'en Afrique du Sud. Des discussions ont aussi été entamées avec le CHET pour la création d'un programme d'orientation destiné aux membres des conseils des universités, sur la base de l'expérience du CHET qui comprendraient des stages dans les universités d'Afrique du Sud.

Mission et objectifs futurs du GTES

Afin de mieux définir ses activités futures, le GTES a, en 1999, fait appel à deux consultants pour faire le point sur le rôle du groupe de travail et les résultats obtenus. Cet examen a impliqué des discussions avec les principaux partenaires africains et la plupart des bailleurs de fonds, ainsi qu'un sondage auprès de 40 personnes sur la mission et les objectifs futurs du groupe de travail. Un premier rapport des consultants a été discuté à l'occasion d'un atelier organisé par l'Organisation néerlandaise pour la coopération internationale dans l'enseignement supérieur (NUFFIC) qui a eu lieu à La Haye, aux Pays-Bas, le 17 septembre 1999. Le rapport définitif a été présenté, et ses conclusions discutées, lors d'une réunion du GTES qui s'est tenue à Abuja, au Nigeria, du 1^{er} au 3 décembre 1999, sous le patronage de la Commission nationale des universités.

A la rencontre d'Abuja, les membres du groupe de travail se sont mis d'accord sur la mission, le rôle, le mandat et la structure du GTES. Désormais, il fonctionnera à travers deux structures superposées : 1) un Forum annuel portant sur des questions fondamentales liées à l'enseignement supérieur en Afrique ; il sera organisé conjointement avec l'Association des universités africaines ; 2) un Comité de pilotage réunissant des représentants permanents d'institutions africaines d'enseignement supérieur et des représentants des bailleurs de fonds : il sera responsable de la planification annuelle du programme de travail du GTES. Dans le même

temps, un certain nombre de thèmes prioritaires ont été retenus, qui permettront de mettre au point les futurs programmes de travail du GTES :

- ✓ renforcement des capacités de gestion institutionnelles ;
- ✓ contributions possibles des nouvelles technologies d'information et de communication à l'enseignement supérieur en Afrique ;
- ✓ liens institutionnels, partenariats et mécanismes de coopération ;
- ✓ l'enseignement supérieur dans le contexte d'une approche sectorielle ;
- ✓ l'enseignement supérieur et son rôle dans la société ;
- ✓ recherche et renforcement de la capacité de recherche ;
- ✓ diversification des systèmes d'enseignement supérieur ;
- ✓ dynamique des bailleurs de fonds et partenariats.

Juste après la réunion du GTES à Abuja, les participants de la biennale de l'ADEA, à Johannesburg, ont recommandé que les groupes de travail de l'ADEA se penchent sur les conséquences du VIH/SIDA dans leurs sphères respectives d'activité. C'est la raison pour laquelle l'impact et les conséquences du VIH/SIDA sur le développement de l'enseignement tertiaire en Afrique subsaharienne ont été rajoutés à la liste des thèmes qui pourraient être abordés dans le programme de travail du GTES.

La première réunion du Comité de pilotage du GTES aura lieu le 24 juin prochain à l'université de Namibie. Le prochain forum du GTES sera organisé parallèlement à la conférence générale de l'Association des universités africaines, prévue pour janvier 2001, à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

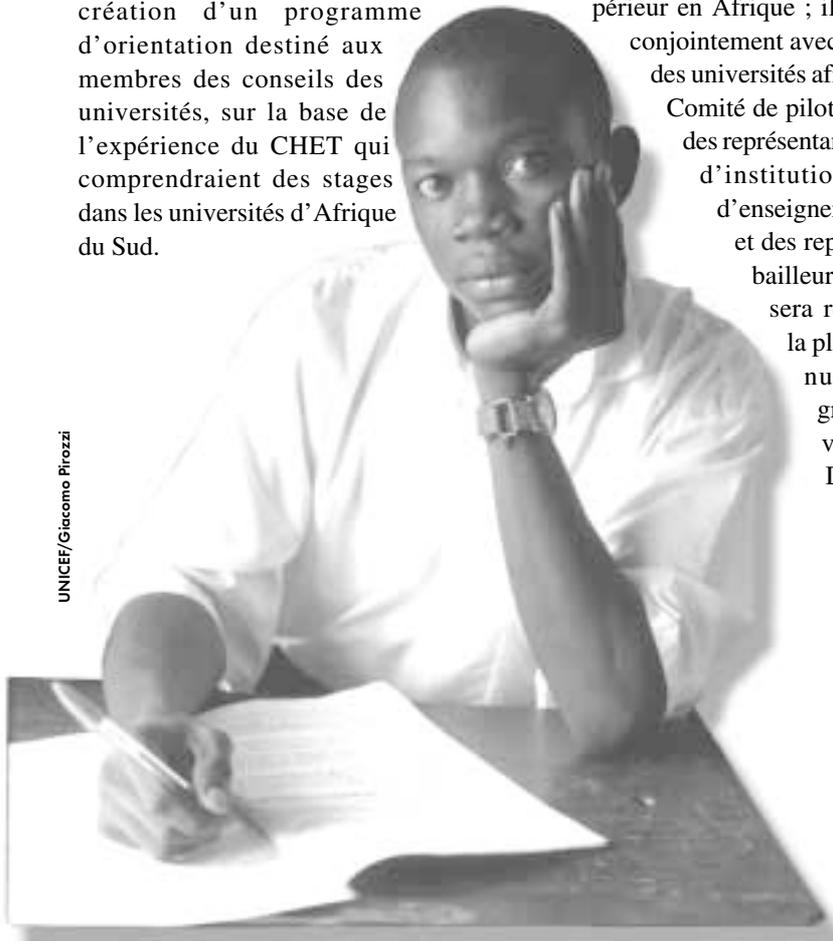
WILLIAM SAINT

Comment contacter le GTES

William Saint (Leader)

Banque mondiale
 1818 H Street, N.W.
 Washington, D.C. 20433 - USA
 Tél. : +1/202 473 7578
 Fax : +1/202 473 8065
 Mèl : wsaint@worldbank.org

UNICEF/Giuseppe Pirozzi



Profession enseignante

Section anglophone

Depuis sa création en 1989, le Groupe de travail sur la profession enseignante section anglophone (GTPE/sa) s'est efforcé de relever la qualité de l'enseignement de base en contribuant tant à l'amélioration des systèmes de gestion et de soutien des enseignants, que des conditions d'enseignement et d'apprentissage. Les principales activités du GTPE/sa pour la période 1998-1999 ont été les suivantes : publication de nouveaux manuels de formation et de référence ; aide au perfectionnement professionnel des inspecteurs d'école et des directeurs ; réunions consacrées à l'examen des problèmes et besoins de la région, et du programme de gestion et de soutien des enseignants (TMS - *Teacher Management and Support*) du GTPE/sa.

Manuels de formation et de référence

Les publications du GTPE/sa ont eu beaucoup d'importance, notamment au niveau local. Les principaux titres¹, parus en 1998 et 1999, sont les suivants :

- Gestion et soutien des enseignants : la revue de Zanzibar ;
- Cours d'introduction pour les inspecteurs d'écoles récemment nommés – guide pour les formateurs ;
- Guide d'auto-formation pour des inspecteurs d'écoles nouvellement nommés, 1998 ;
- Guide des formateurs pour les inspecteurs d'école en fonction ;
- Progrès par l'auto-évaluation

: vers une meilleure école ;

- Création d'un service professionnel d'enseignement, 1999 ;
- Manuel de référence pour des managers d'enseignants.

Ces publications ont comblé un vide dans la documentation de référence et de formation pour la gestion et le soutien des enseignants ; elles ont également contribué à augmenter le volume de matériel didactique de conception locale.

Soutien au perfectionnement professionnel des inspecteurs

Les modules de formation en inspection scolaire développés par le GTPE ont permis aux ministères-

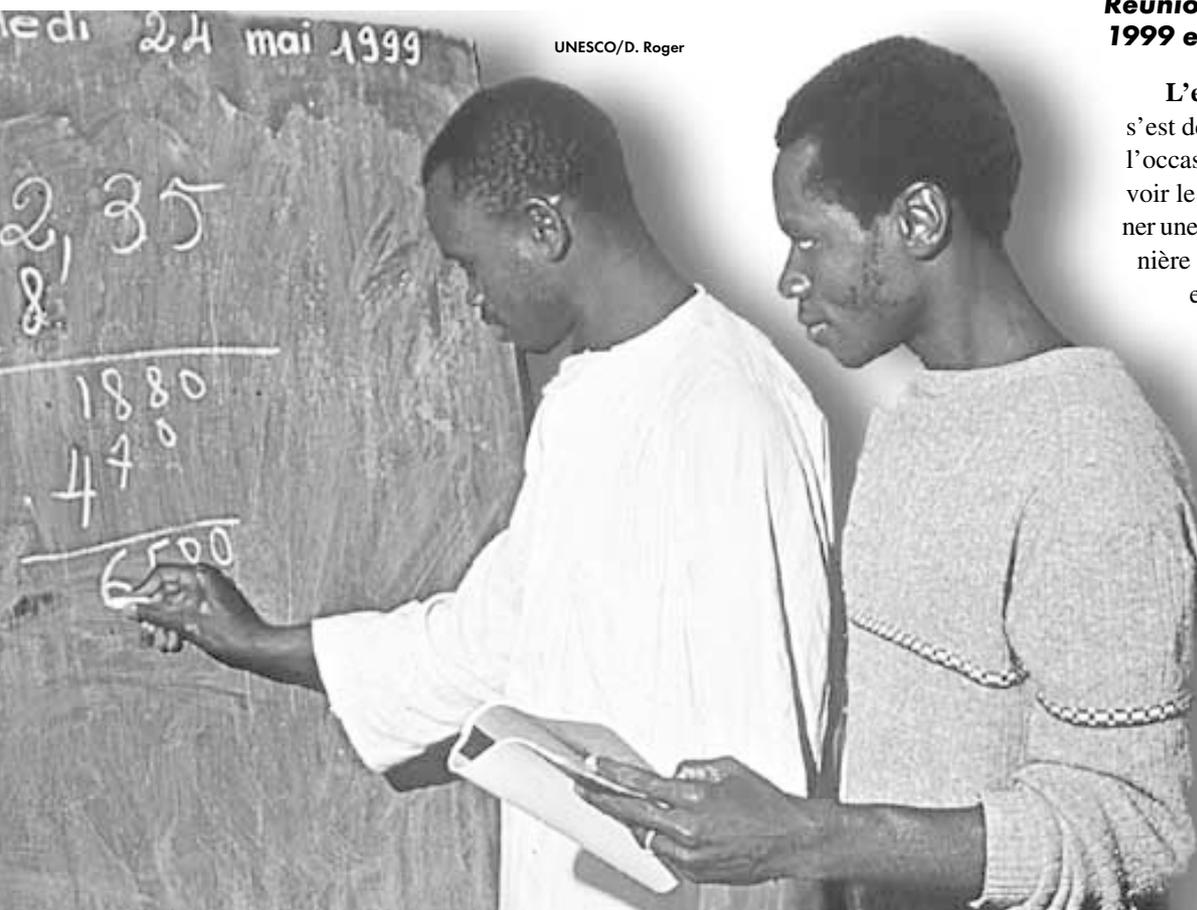
res de prendre en charge le perfectionnement professionnel des inspecteurs d'école. Les formateurs locaux ont participé à des ateliers pour obtenir une qualification leur permettant de diriger des activités nationales de formation en cascade. Les documents publiés ont également suscité de nouvelles initiatives d'aide à la formation entre pays, des collègues africains de Namibie, de Zambie et du Zimbabwe ayant formé des inspecteurs d'école de Gambie, du Ghana et de Zanzibar. Cette initiative s'est révélée à la fois efficace et peu coûteuse ; elle offre de plus aux ministères de l'éducation une solution de rechange pour la formation des inspecteurs d'école.

Réunions tenues en 1998-1999 et orientations futures

L'examen de Zanzibar, qui s'est déroulé en février 1998, a été l'occasion pour le GTPE/sa de revoir le programme TMS et de mener une réflexion à son sujet. La dernière rencontre de ce genre avait eu lieu en 1995, à Accra, au Ghana. Les recommandations présentées à la réunion ont donné une nouvelle orientation au programme GSE, tout en faisant ressortir la nécessité de consolider les acquis.

La rencontre SADC-GSE, qui a

► Suite à la page 11



UNESCO/D. Roger

Education en Afrique – Réussites et innovations : l’Afrique parle !

Compte-rendu de la biennale de l’ADEA
(Johannesburg, Afrique du Sud, 5-9 décembre 1999)

Les systèmes d’éducation en Afrique ne sont pas fatalement condamnés à l’échec ou aux difficultés. Certaines expériences méritent d’être partagées, et leurs leçons valent d’être méditées. Depuis 1998, l’ADEA a lancé un processus d’examen rétrospectif, d’évaluation et d’analyse - qui implique les ministères de l’éducation de toute l’Afrique - afin de mettre en lumière les réussites et les facteurs qui les expliquent. Clôturant plus d’une année de travaux menés par les équipes nationales et les groupes de travail de l’ADEA, la biennale 1999 a présenté une multitude d’expériences qui permettront aux pays de progresser, sur la base de leurs succès passés et présents.

Tous les deux ans, l’ADEA rassemble, à l’occasion d’une grande réunion, des ministres de l’éducation de toute l’Afrique subsaharienne, des représentants des agences de développement, des chercheurs et des professionnels du monde de l’éducation. Ces réunions sont l’occasion, pour les ministres africains de l’éducation et pour leurs partenaires du développement, de se réunir et de partager leurs connaissances, dans une ambiance professionnelle informelle. Chaque réunion traite d’un sujet lié aux politiques éducatives.

S’intéresser aux réussites...

Le thème de cette année était « Education en Afrique – Réussites et innovations : l’Afrique parle ! ». La réunion, inaugurée par le Président de l’Afrique du Sud, M. Thabo Mbeki, était organisée à Johannesburg du 5 au 9 décembre dernier. Elle coïncidait avec la Conférence EPT (Education Pour Tous) 2000 pour l’Afrique subsaharienne.

La biennale de l’ADEA a mis en lumière diverses interventions menées en Afrique (projets, innovations, programmes, politiques, etc.) qui ont apporté des solutions à trois des grands défis auxquels l’éducation est confrontée sur le continent: l’accès, la qualité et le renforcement des capacités. Pour ce faire, l’ADEA a lancé

en 1998 un projet ambitieux intitulé *Bilan prospectif de l’éducation en Afrique subsaharienne*. Les ministres de l’éducation en Afrique subsaharienne ont été invités à identifier les expériences éducatives qu’ils jugeaient réussies. Les équipes nationales ont ensuite été chargés de documenter ces expériences et de rédiger des rapports. Cet exercice a abouti à un ensemble d’études de cas émanant de 25 pays et de 5 groupes de travail.

Ces études de cas ont été au centre des discussions de Johannesburg, à l’occasion de panels où les responsables des équipes nationales ont joué un rôle central. Un grand nombre de sujets ont été abordés par les études, parmi lesquels : l’accès à l’éducation de base pour les communautés nomades du Nigeria ; la rentabilité de l’enseignement scientifique dans les écoles secondaires du Zimbabwe ; comment le Botswana a fait face à la pénurie d’enseignants qualifiés ; l’amélioration de l’accès par l’implication des communautés dans le fonctionnement et la gestion des écoles à Madagascar ; la gestion professionnelle et de la carrière des enseignants auxiliaires recrutés au Sénégal ; les systèmes de gestion de l’information éducative en Namibie et en Côte d’Ivoire ; les écoles communautaires au Mali, au Burkina Faso, au Burundi, à Madagascar, au Sénégal et ailleurs...

... et aux facteurs clés du succès

Un document de synthèse, résumant les leçons tirées des rapports et s’en inspirant, a été distribué lors de la biennale. Le document donne une vue d’ensemble des études de cas. Il souligne en outre les tendances, facteurs critiques et stratégies qui ont permis le développement de l’éducation dans la région. Par exemple :

- les expériences de l’Afrique du Sud, du Zimbabwe, de la Namibie et de l’Ouganda montrent que la *démocratisation et le souci d’équité* ont été des moteurs puissants du développement de l’éducation ;
- Les études menées au Botswana, au Libéria, en Namibie et en Ouganda illustrent que la *vision, la conviction et l’engagement politique* ont permis à ces pays de progresser de manière significative, même dans un contexte de ressources et de capacités limitées ;
- *La participation des communautés* au Burundi, au Burkina Faso, à Madagascar, au Mali etc., a contribué à augmenter le nombre des enfants scolarisés ;
- Les études s’intéressant à la participation des communautés montrent qu’*il est crucial d’être réceptif aux besoins réels et ressentis des populations et*

d'apporter une réponse à ces besoins. Les communautés attendent beaucoup de l'éducation. C'est à travers l'éducation qu'elles espèrent améliorer leurs compétences et réduire la pauvreté.

- Dans des pays tels que le Mali et Madagascar, les gouvernements ont permis à d'autres acteurs (communautés comprises) d'offrir des services éducatifs. Cela a été un facteur positif.
- Comme le montrent les initiatives menées en Afrique du Sud, au Bénin, à Madagascar, au Mali, au Niger, au Nigéria, en Ouganda et au Zimbabwe, les politiques et programmes étayés sur des bases solides (informations et analyses) augmentent les chances de réussite des initiatives.
- Au niveau de l'élaboration des politiques et des programmes, la consultation et la participation du plus grand nombre d'acteurs a été un facteur capital pour la réussite d'initiatives menées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Gambie, en Guinée, à Madagascar, au Mali, au Nigéria, en Ouganda, au Sénégal et à Zanzibar.

Et ensuite ? Approfondir davantage les études...

Le *Bilan prospectif* de l'ADEA ne cherche pas seulement à rassembler des études d'expériences réussies. Son objectif à long terme est de déclencher un processus par lequel les éducateurs et les décideurs politiques utiliseront ces expériences riches d'enseignements pour constituer une « culture » de résolution de problèmes et de réponses politiques issues de l'Afrique.

Cette approche constructive a été appréciée aussi bien des ministres présents à Johannesburg que des autres partici-

pants. Dans son discours d'ouverture, le Président Thabo Mbeki a déclaré que « *mettre l'accent sur les expériences africaines réussies des systèmes éducatifs, c'était contribuer au développement de l'Afrique* ». Il a vivement encouragé les dirigeants à réformer leurs systèmes d'éducation pour les adapter aux besoins de la région et pour libérer les esprits des apprenants en construisant « *un univers mental qui leur soit propre, pour le progrès de l'Afrique et sa prospérité* ».

Le sentiment général, face aux études de cas, est qu'elles manquaient de preuves empiriques et d'analyses approfondies pour étayer les réussites évoquées. Peu d'études de cas ont en effet produit des données empiriques détaillées sur l'amélioration des résultats à la suite des interventions. Beaucoup ne donnent aucune information sur les coûts et le financement des interventions. Cela témoigne de la faiblesse de l'analyse financière qui a encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'être intégrée dans la « culture » des ministères de l'éducation en Afrique.

Ces commentaires ont été repris par le Forum des ministres africains de l'éducation qui s'est réuni pendant la biennale.

... et s'attaquer au problème du SIDA

D'autre part, il a été suggéré que soient entreprises des études supplémentaires sur des expériences menées pour faire face à la question du SIDA. Alors que le

VIH/SIDA sape les progrès faits ces dix dernières années dans la plupart des pays dans le domaine de l'éducation, aucune des études de cas n'a fait état d'initiatives liées à la maladie. Les ministres de l'éducation réunis à Johannesburg ont demandé à ce que de telles initiatives soient mises en lumière.

Le travail sur le *Bilan prospectif* va se poursuivre. Les pays qui n'y ont pas encore participé ont été invités à partager leurs expériences nationales. Quant aux pays qui ont présenté des études,

il leur a été demandé de les améliorer, en intégrant les commentaires faits à Johannesburg. Une fois les études finalisées, elles seront mises en ligne sur le site web de l'ADEA (www.adea.net.org). Le rapport de synthèse distribué à Johannesburg est dès maintenant disponible en ligne ; il sera mis à jour régulièrement, en fonction de l'avancement des travaux.

THANH-HOA DESRUELLES

RESPONSABLE INFORMATION/COMMUNICATION
ADEA

L'objectif à long terme du Bilan prospectif est de déclencher un processus par lequel éducateurs et décideurs politiques utiliseront les expériences riches d'enseignements pour constituer une « culture » de résolution de problèmes et de réponses politiques issues de l'Afrique. Cette approche constructive a été particulièrement appréciée à Johannesburg. Dans son discours d'ouverture, le Président Thabo Mbeki a déclaré que « mettre l'accent sur les expériences africaines réussies des systèmes éducatifs, c'était contribuer au développement de l'Afrique ».

Le prochain numéro de la Lettre d'information de l'ADEA (Vol. 12, N° 2, avril-juin 2000) sera consacré à la biennale de Johannesburg. Au sommaire, des articles sur le déroulement de la réunion, les réunions périphériques, y compris les réunions des GT, et la couverture médiatique.

► Suite de la page 8

eu lieu à Maputo, au Mozambique, du 19 au 23 septembre 1999, a permis d'évaluer les progrès accomplis dans la région du SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) et dans chaque ministère de l'éducation, pour la mise en place du programme de formation des inspecteurs d'école. On a noté avec satisfaction que tous les pays participants avaient commencé leurs activités de formation. Celles-ci devraient désormais se multiplier, s'intensifier et se développer.

Le séminaire régional TMS pour les Commissions des services d'enseignement d'Afrique, qui s'est tenu à Nairobi, au Kenya, du 27 au 30 septembre 1999, a permis de partager certaines expériences professionnelles et d'identifier des problèmes communs. Étaient présents des responsables des Commissions

des services d'enseignement du Botswana, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de Namibie, d'Ouganda, de Tanzanie (continentale), de Zanzibar et du Zimbabwe, ainsi que des dirigeants d'organisations d'enseignants du Ghana, du Kenya, du Malawi, de Tanzanie et du Zimbabwe. L'une des recommandations faites lors de ce séminaire a été d'étudier la proposition de créer des Conseils nationaux d'enseignement dans les pays participants. Le GTPE/sa a également été invité à entreprendre une étude comparative des codes de réglementation, de déontologie et de conduite des enseignants dans les pays participants.

L'année 1999 a aussi été marquée par une coopération accrue entre les deux sections du GTPE (anglophone et francophone). Trois membres du GTPE francophone (Paul Dogo-Bibi, de Côte d'Ivoire,

Alamah Conde, de Guinée, et Pierre Faugère, de France) ont assisté à la réunion SADC-TMS à Maputo, au Mozambique, en septembre 1999.

HENRY KALUBA

1. Titres en anglais :

- *Teacher Management and Support: Zanzibar Review and Recommendations*, 1998 ;
- *A Trainer's Guide for Induction of Newly Appointed School Inspectors*, 1998 ;
- *A Self-Study Guide for Newly Appointed School Inspectors*, 1998 ;
- *A Trainers Guide for INSET of Serving School Inspectors*, 1998 ;
- *A Self-Study Guide for Serving School Inspectors*, 1998 ;
- *Progress Through Self-Evaluation: A Path to A Better School*, 1998 ;
- *Creating Professional Teaching Services*, 1999 ;
- *A Reference Manual for Teacher Managers*.

Section francophone

L'objectif principal du groupe de travail sur la profession enseignante, section francophone (GTPE/sf), est de développer une expertise régionale dans le domaine de la gestion et la mobilisation des personnels. Les équipes nationales du GTPE/sf, présentes dans treize pays francophones, sont amenées à élaborer des plans d'action destinés à mieux gérer et mobiliser les personnels enseignants. Fin 1998, les équipes nationales avaient défini des thèmes de recherche liés à des plans d'action. Les études ont été entamées en 1999 et se poursuivront en 2000.

En septembre 1998, il avait été décidé, lors du regroupement annuel des responsables des équipes nationales, de procéder à un recentrage du travail des équipes nationales. Chaque équipe nationale avait été chargée, avec l'aval de son ministre, de définir deux thèmes de recherche correspondant à une problématique particulière de chacun des pays. Ces thèmes, très variés, sont les suivants :

- le malaise enseignant ;
- les solutions alternatives au recrutement classique d'enseignants (volontaires, vacataires etc..) ;
- le problème spécifique de l'enseignante en zone défavorisée et la sous-scolarisation des filles ;
- le redéploiement des personnels (carte scolaire, relation du MEN avec les ministères de la Fonction publique et des Finances) ;

- le rôle des syndicats dans la gestion participative de l'école ;
- la gestion des personnels centrée sur le triptyque emplois/postes/personnels ;
- la formation, l'encadrement et l'animation des personnels enseignants ;
- les conditions faites à l'enseignant en milieu éloigné ou déshérité ;
- la politique salariale et l'ajustement structurel.

En mettant en œuvre des études sur ces thèmes, le groupe de travail espère : 1) évaluer l'impact des solutions alternatives au recrutement traditionnel des enseignants sur l'efficacité du système et formuler des propositions pour « rationaliser » le recrutement ; 2) proposer des mesures incitatives pour retenir des enseignantes dans les milieux défavorisés et accélérer ainsi la scolarisation des filles dans les zones rurales ; 3) proposer des

politiques novatrices pour réduire le malaise enseignant ; 4) définir des modes de participation des syndicats dans la gestion des écoles ; 5) renforcer les capacités techniques des gestionnaires en leur fournissant des outils opérationnels pour une meilleure adéquation emploi-postes-personnels ; 6) identifier différents modes de formation, d'encadrement et d'animation des personnels enseignants pour un meilleur rendement interne du système.

Trois ateliers thématiques

En 1999, trois ateliers ont été organisés à Cotonou, Lomé et Ouagadougou pour discuter de ces thèmes. Les thèmes identiques et voisins ont été regroupés afin de : 1) permettre aux pays de définir ensemble les termes de référence des études/actions qu'ils souhaitaient effectuer en 1999-2000 ; 2) partager des problématiques voi-

sines. A l'issue de chaque atelier, chaque équipe nationale avait défini de manière précise le thème de la recherche-action, déterminé la méthodologie des recherches et les modalités de travail, indiqué la composition des membres de l'équipe et établi un calendrier provisoire pour l'étude.

En outre, une Lettre d'information trimestrielle du GTPE/sf a été lancée en 1999 afin que les équipes nationales puissent partager leurs expériences et publier les résultats de leurs travaux.

Le regroupement annuel

Le regroupement annuel des responsables des équipes nationales a eu lieu à Dakar

du 26 au 29 octobre 1999. Les treize pays membres étaient représentés. Chaque pays a exposé l'état d'avancement des études et les actions entreprises. Les résultats sont très hétérogènes. Certains pays ont rencontré des difficultés soit d'ordre méthodologique, conceptuel ou financier, soit créées par le contexte socio-politique du pays. Pour la plupart des pays, le calendrier de travail doit être revu, l'exécution des activités accusant un retard de l'ordre de trois à six mois en moyenne.

Les activités en 2000

Les études continueront d'être approfondies en 2000. En outre, selon les besoins

exprimés par les ministères, le GTPE/sf continuera à apporter son soutien sous la forme de missions dans les domaines de la formation, de la gestion et de la mobilisation des enseignants.⁽²⁾

PIERRE FAUGÈRE⁽³⁾

(1) Les treize pays francophones qui participent aux activités du GTPE/sf sont les suivants : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, la Guinée, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad, le Togo.

(2) La dernière mission d'expertise a été effectuée au Tchad en décembre 1998 sur le thème des enseignants « volontaires ».

(3) Ancien coordonnateur du GTPE/sf

Comment contacter le GTPE

Section francophone

**Annie Seren
(Leader)**

20, rue Monsieur
75700 Paris 07 SP, FRANCE
Tél. : +33/(0)1 53 69 3496
Fax : +33/(0)1 53 69 3783/43 89
Mèl : annie.seren@diplomatie.fr

**Paul Dogoh Bibi
(Coordonnateur)**

06 B.P 1634
Abidjan 06,
CÔTE D'IVOIRE
Tél. : +225/22 21 83 93
Fax : +225/22 21 83 93

Section anglophone

Henry Kaluba (Leader)

Commonwealth Secretariat
Marlborough House Pall Mall
London SW1Y 5HX - UK
Tél. : +44/171 747 6276
Fax : +44/171 747 6287
Mèl : h.kaluba@commonwealth.int

Analyse sectorielle en éducation

Les objectifs généraux du Groupe de travail sur l'analyse sectorielle en éducation (GTASE) sont de renforcer les processus nationaux d'élaboration des politiques et d'accroître la pertinence des politiques nationales d'éducation et des programmes de coopération au développement, grâce à une amélioration de la qualité, de l'utilisation et de l'accessibilité de l'analyse sectorielle en éducation. Le GTASE a poursuivi en 1999 la mise en œuvre de ses stratégies de plaidoyer, d'analyse et de renforcement des capacités centrées sur l'analyse sectorielle en éducation.

Visibilité accrue du GTASE

Le GTASE a beaucoup travaillé, en 1999, à accroître la visibilité du groupe de travail. Il a ainsi lancé un poster/bulletin d'information qui paraîtra trois fois par an, en janvier, mai et octobre, en anglais (*WGESA News*) et en français (*GTASE Infos*). Un site Internet a également été créé pour améliorer et élargir l'accès à l'information sur le groupe de travail, ses ini-

tiatives, ses activités et ses publications.

Les activités de plaidoyer ont continué d'occuper une place importante dans les activités du Groupe de travail en 1999. Cela s'est traduit entre autres par l'organisation d'une série de séminaires. En janvier 1999, un séminaire de sensibilisation à l'analyse sectorielle en éducation a été organisé en collaboration avec le ministère de l'Éducation du Mozambique, à Maputo. En décembre 1999, un séminaire

comparatif sur les examens nationaux des études sectorielles en éducation s'est tenu à Johannesburg.

Travail analytique et renforcement des capacités

Au cours de l'année 1999, le GTASE a conjugué travail analytique et renforcement des capacités, en continuant à faciliter les examens nationaux d'analyse

sectorielle en éducation et à fournir l'aide technique nécessaire. Cela a débouché sur les réalisations suivantes :

- Publication d'une *Etude sur la coordination du travail analytique dans le secteur de l'éducation en Ethiopie, Etudes sur l'éducation en Ethiopie, 1994-1997*. Cette étude a été conduite dans le cadre de l'initiative « Horizon 2000 » de l'Union européenne. Le GTASE a fourni une aide technique et a pris en charge la publication des résultats.
- Publication d'une *Etude pilote sur les examens nationaux de l'analyse sectorielle en éducation au Zimbabwe, Examen d'analyse sectorielle en éducation au Zimbabwe, 1990-1996*, premier examen entrepris et rendu possible par le GTASE. Il en a retiré de précieuses leçons, pour ses travaux et pour les examens à venir.
- Achèvement des examens nationaux d'analyse sectorielle en éducation au Ghana et au Burkina Faso. Ces examens feront l'objet de deux publications, à paraître avant l'été 2000.
- Lancement de l'examen national d'analyse sectorielle en éducation au Lesotho.
- Lancement de l'examen national d'analyse sectorielle en éducation au Mozambique. L'examen devrait être achevé avant l'été 2000 et aider à la mise en œuvre du Plan stratégique du secteur de l'éducation au Mozambique.

Examen des pratiques organismes/ gouvernements

Dans le cadre de la biennale de l'ADEA, le Groupe de travail a préparé une étude sur les partenariats entre ministères de l'éducation et organismes internationaux de financement et d'aide technique, au Burkina Faso, au Ghana et au Mozambique.

L'étude visait à établir quelles nouvelles pratiques naissent de l'interaction entre les organismes internationaux et les gouvernements nationaux pour la formulation et la mise en œuvre des programmes de développement du secteur de l'éducation. Les résultats préliminaires de l'étude ont été présentés à diverses occasions, notamment à la biennale de l'ADEA, à Johannesburg, en décembre.

Publications

Deux publications retraçant les travaux menés en Ethiopie et au Zimbabwe sont parues en 1999 [Voir ci-dessus].

En outre, les travaux analytiques qui avaient été présentés par le GTASE à la biennale de l'ADEA à Dakar, en 1997, ont été publiés dans *International Journal of Educational Development*, vol. 19, n° 4-5, 1999, par Joël Samoff, sous le titre "Education Sector Analysis in Africa: Limited National Control and Even Less National Ownership". (Analyse sectorielle en éducation en Afrique : contrôle et appropriation nationaux limités).

Priorités pour l'an 2000

Lors de la réunion du Comité directeur à Johannesburg en décembre 1999, il a été

convenu que, dans son prochain programme biennal, le GTASE devait développer les activités liées au renforcement des capacités. Par conséquent, le GTASE poursuivra ses efforts pour renforcer l'analyse sectorielle en éducation dans les processus nationaux d'élaboration des politiques. Il s'efforcera par ailleurs de concevoir des méthodes innovantes pour améliorer l'analyse sectorielle.

De plus amples informations sur les activités du Groupe de travail sont disponibles sur le site Web du GTASE, à l'adresse suivante :

<http://www.education.unesco.org/wgesa>.

LENE BUCHERT

Comment contacter le GTASE

Lene Buchert (Leader)

UNESCO - ED/ERD
7 place de Fontenoy
75732 Paris 07 SP, FRANCE
Tél. : +33/(0)1 45 68 08 26
Fax : +33/(0)1 45 68 56 31
Mèl : l.buchert@unesco.org

UNESCO



Education non formelle

En 1999, le GTENF a obtenu des résultats importants dans son travail pour la promotion et le renforcement de l'éducation non formelle en Afrique. Il a étendu ses activités à l'Afrique australe et à l'Afrique de l'Est et a, par la même occasion, multiplié les défis à relever et élargi l'éventail de son portefeuille de projets et de programmes. Il a continué à encourager la création de groupes de travail nationaux. Des études ont été entreprises pour mieux comprendre les forces, les faiblesses et le potentiel de l'enseignement non formel dans les pays africains. Enfin, le GTENF a recherché de nouvelles formes de collaboration au niveau national, en s'associant aux organismes de financement et aux ONG internationales déjà actives dans de nombreux pays.

Elargissement des activités vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe

En 1999, le GTENF a étendu ses activités à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique australe. Jusque là, il n'était présent qu'en Afrique de l'Ouest, surtout dans les pays du Sahel où, traditionnellement, un grand nombre d'organismes ont apporté leur aide à des projets d'éducation non formelle (ENF). En Afrique de l'Ouest, l'accent a été mis principalement sur des programmes d'alphabétisation des adultes et de développement des communautés. La décision d'étendre les activités du groupe à d'autres régions a amené de nouveaux défis : éduquer les populations nomades, les enfants des rues, les orphelins du Sida et autres groupes vulnérables.

Des groupes de travail nationaux sont mis sur pied

Le GTENF pense que la création de groupes de travail nationaux (GTN) est indispensable pour apporter une structure et une cohérence au milieu très fragmenté qu'est l'enseignement non formel. Les GTN servent de carrefours d'échanges d'informations et d'expériences entre les différentes parties prenantes, mais aussi de lieu de rencontre leur permettant de développer un consensus sur les problèmes de l'ENF. Les GTN servent également de canal par lequel les agences étrangères peuvent négocier avec les décideurs et apporter une aide financière et technique.

En 1999, un GTN a été créé en Zambie. Très vite après sa création, il a organisé un symposium national pour faire le bilan de l'enseignement non formel dans

ce pays et recruter de nouveaux membres pour le groupe.

Au Kenya, le GTENF est engagé, avec le ministère de l'Education, l'UNICEF, l'ACDI et d'autres agences, dans un projet d'envergure pour le développement de l'enseignement non formel. En tant que partie prenante à ce projet, le GTENF participe à la mise en place d'une base de données sur les acteurs et les activités ENF au Kenya. Il contribue également à un forum national sur l'ENF, organisé par le ministère de l'Education et le Département de l'éducation des adultes. Des projets pour la création d'un GTN à l'occasion de ce forum sont en cours de finalisation.

Etudes et enquêtes

Plusieurs études ont été lancées en 1999 : 1) une étude bilan sur l'enseignement non formel en Éthiopie ; 2) une étude sur l'impact de l'enseignement non formel au Burkina Faso ; 3) une étude sur les écoles communautaires en Zambie, en collaboration avec l'UNICEF et l'Ambassade royale des Pays-Bas à Lusaka.

Les résultats d'une précédente étude – dite « Padlos » – sur l'utilisation de l'ENF pour renforcer le pouvoir des communautés, ont été discutés avec les pays participants ; ils ont été ensuite diffusés dans un certain nombre d'autres pays. Cette diffusion des résultats était destinée à promouvoir l'appropriation locale de l'étude Padlos et l'utilisation de ses conclusions.

Principales réunions

Un atelier destiné aux pays d'Afrique de

l'Est et de l'Afrique australe a été organisé au Botswana, en collaboration avec *Education for Development* (Education pour le développement) de l'université de Reading au Royaume-Uni, l'Ambassade royale des Pays-Bas à Pretoria et le Réseau de recherche en éducation pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ERNESA) au Botswana. L'atelier, qui a eu lieu du 23 au 26 juin 1999, avait pour thèmes les systèmes d'éducation diversifiés et l'interface entre les modes formels et informels d'enseignement. Spécialistes de l'ENF, chercheurs, fonctionnaires de ministères en charge de l'ENF, ONG et agences de financement travaillant dans ce domaine, ont passé en revue les concepts, les théories, les pratiques et les expériences les plus récentes, en Afrique et ailleurs. Y ont été élaborés aussi des stratégies prometteuses et des lignes directrices pour les politiques permettant le rapprochement entre l'ENF et le système d'enseignement formel. Les avantages d'un service éducatif diversifié, et le défi que pose la gestion d'une telle diversité dans un cadre éducatif global, ont été soulignés.

Un symposium sur l'éducation non formelle a été organisé en décembre 1999, à Johannesburg, juste avant la biennale de l'ADEA. Il était consacré à la dynamique de l'ENF (habilitation des communautés, création d'un environnement lettré et développement d'une culture de la lecture) et au renforcement des capacités pour une prestation et une gestion holistiques de l'enseignement.

Le GTENF a également apporté son aide à l'organisation d'un forum national sur l'alphabétisation au Burkina Faso

auquel il a participé. Le grand succès de ce forum a été la formulation d'un nouveau programme de dix ans d'alphabétisation pour tous.

Autres projets

Le GTENF a pris part à un projet de promotion d'une politique ENF et de renforcement des capacités dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Travaillant en collaboration avec l'université de Ouagadougou (au Burkina Faso), l'université de Louvain (en Belgique) et l'UNESCO, le groupe a joué un rôle clé en créant au Burkina Faso une chaire de formation à l'enseignement non formel et à l'éducation des adultes en Afrique de l'Ouest. Il est prévu de mettre au programme de cette formation l'utilisation de stratégies flexibles, sur le terrain, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alphabétisation, des sciences sociales, de l'agriculture, etc.

Le GT a également pris part à un projet émanant de trois ministères sahéliens (Burkina Faso, Mali et Sénégal) visant à créer une Fondation pour l'enseignement non formel, impliquant l'Etat et la société civile. Cette fondation, avec l'aide de l'ACDI et du CRDI, intègre désormais d'autres pays de la région (Tchad, Niger, Mauritanie, Bénin, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire et Guinée).

Déplacement du centre des activités vers l'Afrique

Le GTENF a entamé des discussions pour déplacer son centre d'activités vers l'Afrique. Il est entré en négociations avec l'Organisation panafricaine pour un développement durable (POSDEV). Cette ONG est basée au Ghana et chapeaute un certain nombre d'autres ONG dans de nombreux pays africains. Les négociations ont abouti à un « accord de tutorat » par lequel le GTENF impliquerait progressivement le POSDEV dans certaines de ses activités : 1) facilitation et contrôle des projets et des activités des groupes de travail nationaux ; 2) coordination des activités du GTENF.

Le POSDEV devrait devenir l'un des nœuds du réseau grâce auxquels le GTENF déplacera progressivement son

centre de gravité vers l'Afrique. Il a également été décidé de recourir plus souvent à des groupes comme le Réseau de recherche en éducation pour l'Afrique de l'est et l'Afrique australe (ERNESA) et le Réseau de recherche en éducation pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (RO-CARE) pour des travaux de conception et de stratégie ainsi que pour la recherche relative à l'ENF dans la région.

Créer une passerelle entre l'ENF et l'enseignement formel

Il y a eu un changement important dans le discours sur l'enseignement non formel après le débat qui a été ouvert sur la création d'une passerelle entre l'enseignement formel et l'enseignement non formel. L'ENF cesse de n'être qu'une alternative pour ceux qui ont échoué dans le système traditionnel.

L'atelier qui s'est tenu au Botswana a servi à mettre en lumière la riche complexité de l'ENF par rapport à son image stéréotypée d'alternative médiocre à l'école formelle. Certains enseignants du secteur non formel ne s'occupent pas de ce que fait l'école formelle, parce que leur principal souci est de procurer un enseignement et une formation pour un besoin spécifique de développement plutôt que d'offrir une alternative à l'enseignement formel. D'autres ne s'intéressent à l'école formelle que dans la mesure où ils peuvent donner à des groupes de population exclus de l'école formelle d'autres possibilités d'éducation. Ils peuvent aussi s'intéresser aux matières qui ne figurent pas au programme des écoles traditionnelles, mais qui sont importantes pour certains groupes de population. Ainsi, l'ENF a le potentiel de devenir un complément à l'éduca-

tion formelle, en offrant un enseignement qui réponde aux divers besoins de groupes de population variés et en comblant un large éventail de besoins scolaires et de formation liés au développement.

Il s'ensuit que le nouveau défi, pour l'ENF, devient la création d'une passerelle entre l'ENF et l'enseignement formel pour : 1) créer un système global et intégré offrant une diversité d'apports éducatifs ; 2) développer en Afrique une éducation de base pour tous qui soit de qualité.

CREAM WRIGHT

Comment contacter le GTENF

Ahlin Byll-Cataria (Leader)

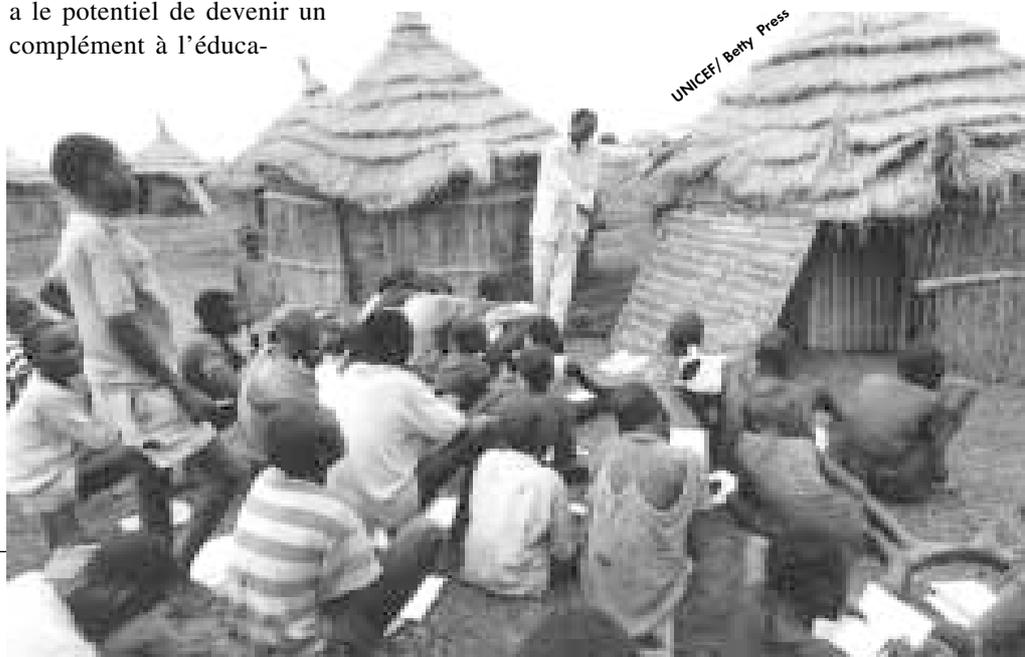
Direction du développement
et de la coopération (DDC)
Freiburgerstrasse 130
CH-3003 Bern, SUISSE
Tél. : +41/31 322 3428
Fax : +41/31 324 87 41
Mèl : ahlin.byll@sd.c.admin.ch

Cream Wright

Commonwealth Secretariat
Marlborough House Pall Mall
London SW1Y 5HX, UK
Tél. : +44/171 747 6274
Fax : +44/171 747 6287
Mèl : ca.wright@commonwealth.int

Adama Ouane

Institut de l'éducation UNESCO
Feldbrunnenstrasse 58
Hamburg D-20148 GERMANY
Tél. : +49/40 448 041 30
Fax : +49/40 410 7723
Mèl : a.ouane@memo.unesco.org



Finances et éducation

Les activités du Groupe de travail ont pour but d'améliorer la planification, le financement et la gestion de l'éducation. Le groupe de travail vise par ailleurs à offrir un cadre pour la collecte, l'échange et l'analyse continue d'informations sur la gestion et le financement des systèmes éducatifs en Afrique. En 1999, le GTFE a donné la priorité aux activités suivantes : publication des rapports des études de cas nationales réalisées à ce jour (Bénin, Maurice, Niger, Sénégal, Swaziland et Tanzanie) ; élaboration de manuels de formation destinés au personnel des ministères des finances et de l'éducation.

Les études de cas

Une des raisons d'être du GTFE est de servir de forum pour la collecte, l'analyse et le partage d'informations relatives au financement et à la gestion de l'éducation. A cet égard, les études de cas nationales menées par le GTFE constituent une source privilégiée d'information et sont une des activités principales du groupe de travail de l'ADEA. Les études de cas traitent des politiques, pratiques et des mécanismes de financement de l'éducation existant dans les divers pays, y compris les accords entre les ministères des finances et de l'éducation en matière de planification et d'affectation budgétaires.

A ce jour, six études de cas ont été réalisées dans les pays suivants : le Bénin, Maurice, le Niger, le Sénégal, le Swaziland et la Tanzanie. Les rapports des études – actuellement en phase finale d'édition – seront publiés dans le courant du premier trimestre de cette année.

Six autres pays ont été sélectionnés pour une nouvelle série d'études de cas : le Burundi, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Égypte, le Kenya et le Mozambique. Un séminaire méthodologique a été organisé en août 1999 pour les équipes nationales

chargées de mener les études. L'objectif principal du séminaire était de familiariser les participants aux outils méthodologiques, théoriques et pratiques nécessaires à la réalisation des études de cas. Le séminaire a également permis une discussion en profondeur des propositions de chaque pays et un partage d'expérience sur les problèmes de financement de l'éducation en Afrique. Ainsi, les participants ont profité de plusieurs exposés présentant des expériences nationales sur les thèmes suivants : coûts et financement de l'éducation au Sénégal ; financement de l'éducation au Swaziland ; programmes de dépenses publiques au Tchad et à Madagascar ; systèmes d'information sur les dépenses d'éducation au Bénin ; le financement de l'éducation en Égypte.

Les manuels de formation

Le renforcement des capacités au sein des ministères de l'éducation et des finances constitue une préoccupation centrale du GTFE. Ainsi son programme de travail inclut-il le développement de programmes de formation qui visent le perfectionnement technique des personnels des ministères au niveau de la planification, de l'af-

fectation et de l'administration des ressources.

Le programme de formation – qui comprend le développement de manuels de formation – est élaboré en collaboration avec l'Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ). Le premier module pour les pays francophones aura lieu en avril 2000.

Séminaire régional de Johannesburg

Le GTFE a organisé deux séminaires en 1999. Les séminaires constituent des forums où décideurs, fonctionnaires des ministères de l'éducation et des finances, chercheurs et organismes discutent des expériences nationales, des stratégies de financement, de gestion budgétaire et d'autres questions.

Un premier séminaire a été organisé à Abidjan, les 18-21 mars sur la *Budgétisation et le financement de l'éducation en Afrique*. Six études de cas nationales ont été présentées et discutées sur les thèmes suivants : budgétisation et financement de l'éducation en Ouganda, dépenses d'éducation en Zambie, éducation et la lutte contre la pauvreté en Côte d'Ivoire.

Un deuxième séminaire régional ayant pour thème « *l'Afrique pourra-t-elle financer son système éducatif au-delà du 21^e siècle* » a eu lieu du 3 au 4 décembre 1999 à Johannesburg, juste avant la biennale de l'ADEA. L'objectif du séminaire était d'entamer une réflexion collective sur les questions de financement et de gestion financière dans un contexte d'austérité budgétaire et/ou d'ajustement structurel limitant les ressources publiques affectées à l'éducation. Au cours de ce séminaire, les résultats de travaux récents sur les stratégies et mécanismes de financement et sur la gestion budgétaire des

UNICEF/Giacomo Pirozzi



ministères de l'éducation ont été exposés. Décideurs et experts financiers ont discuté des problèmes rencontrés dans leurs pays et des réponses apportées. Un compte-rendu détaillé du séminaire paraîtra dans la prochain numéro de *La lettre d'information de l'ADEA* (Vol12, Numéro2, avril-juin 2000).

Principales activités prévues en 2000

En 2000, les études de cas se poursuivront. Les équipes nationales sont également invitées à organiser des séminaires « de dissémination » en vue d'une appropriation nationale des résultats des études. Ces sé-

minaires ont pour but de discuter des résultats avec les principaux acteurs de l'éducation : décideurs politiques, ONG intervenant dans le financement de l'éducation, syndicats d'enseignants, associations de parents d'élèves.

En outre, deux séminaires de formation technique seront organisés à l'attention des directeurs administratifs et financiers des ministères de l'éducation nationales et des directeurs du budget des ministères des finances et de l'économie. Ils se baseront sur le manuel sur le financement et la budgétisation conçu en 1999 avec l'aide de l'IPE.

COFFI RÉMY NOUMON

Comment contacter le GTFE

Diana Chaplin (Leader)

Agence canadienne de développement international (ACDI)

200 Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4 CANADA

Tél. : +1/819-994 4267

Fax : +1/819-997 5453

Mèl : diana_chaplin@acdi-cida.gc.ca

**Coffi Remy Noumon
(GTFE Coordonnateur)**

CODESRIA

B.P. 3304 Dakar, SENEGAL

Tél. : +221/825 98 22/23

Fax : +221/824 12 89

Mèl : remy.noumon@codesria.sn

A la mémoire de Modesta Agita Omona et de Joseph Francis Carasco

Deux amis de l'ADEA ont péri dans le vol 431 de Kenya Airways, qui s'est écrasé au décollage à Abidjan le 30 janvier dernier. Au moment de l'accident, Mme Modesta Agita Omona et le Dr Carasco travaillaient sur l'évaluation des groupes de travail de l'ADEA. Ils rentraient en Ouganda après avoir participé à un atelier à Dakar pour la partie de l'évaluation consacrée aux études de cas nationales. Tous deux étaient connus pour leurs efforts inlassables en faveur de l'éducation. Leur énergie, leur dévouement et leur contribution à l'éducation en Afrique resteront dans tous les esprits.

Modesta Agita Omona

Modesta Omona est née en 1962 en Ouganda, dans une famille de fermiers pauvres. Elle fait ses études à l'université Makerere de Kampala, où elle obtient en 1987 sa licence en éducation avec mention. Elle épouse Julius Omona en 1988, et enseigne l'histoire et le christianisme dans une école secondaire locale. Puis elle retourne en 1992 à Makerere pour une maîtrise en éducation comparée.

Modesta fait une brillante carrière à l'Institut de l'enseignement des maîtres de Kyambogo (ITEK), se faisant remarquer non seulement comme universitaire et comme chercheur, mais aussi parce qu'elle sait prendre des initiatives et entraîner les autres. Parallèlement à son travail d'enseignante, elle conçoit un nouveau programme scolaire pour les Fondations de l'éducation ; elle met au point du matériel didactique pour le diplôme d'enseignement primaire à distance de l'ITEK et supervise les projets de recherche des étudiants. Elle est nommée examinatrice externe de l'École d'éducation de l'université Makerere et de l'Institut de traitement des données de l'Ouganda ; depuis 1995, elle était un membre éminent de l'équipe du projet de recherche sur l'amélioration de la qualité de l'éducation (IEQW) en Ouganda. Elle avait aidé avec succès, ces deux dernières années, à organiser la participation massive d'une communauté qui n'était pas la sienne dans un projet éducatif la concernant. Elle venait juste d'être nommée responsable principale d'un projet prévu pour quatre ans – Vision – financé par les Pays-Bas et destiné à améliorer la qualité de l'enseignement des maîtres au Collège national des professeurs (NTC), au Collège des instituteurs (PTC) et à l'ITEK. Sa disparition a été annoncée le jour où le projet était lancé

officiellement. Partisane comme toujours de l'apprentissage tout au long de la vie, elle se préparait, juste avant sa mort, à commencer un doctorat.

Modesta laisse un mari et cinq enfants.

Joseph Francis Carasco

Joseph Francis Carasco a vécu très tôt de gros bouleversements. Un an après avoir obtenu sa licence ès sciences (biochimie et botanique) avec mention en 1971, il doit fuir l'Ouganda avec sa famille. Joseph s'installe en Angleterre où il obtient une maîtrise de sciences à l'université de Birmingham et, en 1976, un doctorat en biochimie à l'université de Durham. Il retourne la même année en Afrique de l'Est, comme lecteur à l'université de Dar-es-Salaam, en Tanzanie. En 1979, il est nommé professeur associé à l'Université de Ceara, Fortaleza, au Brésil. Quand le président Amin est finalement écarté du pouvoir, en 1983, il peut rentrer en Ouganda : il y joue un rôle important dans la réhabilitation du département de biochimie à Makerere, dont il prend la tête jusqu'en 1995.

Joseph Carasco possédait une grande énergie, qu'il a mise au service de ses projets universitaires et sociaux, et qui lui ont acquis une vraie notoriété. Il fut à plusieurs reprises président du Conseil des bibliothèques publiques de l'Ouganda, Directeur exécutif du Centre de la recherche de base ougandais, président de l'Association du personnel enseignant de l'université Makerere et membre du conseil de la Fondation Straight Talk, créée pour conseiller et informer les adolescents et les jeunes adultes. Rappelons qu'il avait achevé en 1992 une *Étude sur les étudiants en science* à l'Université Makerere ; qu'il tenait une colonne sur les problèmes éducatifs dans le quotidien national ougandais *The New Vision* ; qu'il menait une recherche sur l'éducation de base pour le ministère ougandais de l'éducation et l'UNICEF ; et qu'il avait participé, entre 1996 et 1999, à trois projets sur l'amélioration de la qualité de l'éducation. Il était coauteur de l'étude de cas sur l'Ouganda présentée à la biennale 1999 de l'ADEA.

Bien qu'il ait de la famille à l'étranger, Joseph Francis Carasco a refusé de nombreuses invitations séduisantes pour pouvoir rentrer en Ouganda. Il acceptait le salaire modeste d'un universitaire pour travailler à améliorer le sort de ses compatriotes – particulièrement les enfants et les jeunes – en améliorant l'éducation de base. Il laissera lui aussi un grand vide. ♦

M	A	R	S
1 Mer			
2 Jeu			
3 Ven			
4 Sam			
5 Dim			
6 Lun			
7 Mar			
8 Mer			
9 Jeu	GTPE/sa Réunion SADC-TMS		
10 Ven	Lusaka, Zambie		
11 Sam	GTPE/sa Réunion		
12 Dim	Lusaka, Zambie		
13 Lun	GTLME Atelier Lilongwe, Malawi		
14 Mar			
15 Mer	GTLME/PABA Réunion		
16 Jeu	Londres, Royaume-Uni		
17 Ven	GTLME Comité directeur		
18 Sam	Londres, Royaume-Uni		
19 Dim			
20 Lun			
21 Mar	GTASE Séminaire		
22 Mer	Maputo, Mozambique		
23 Jeu			
24 Ven			
25 Sam			
26 Dim			
27 Lun			
28 Mar			
29 Mer			
30 Jeu			
31 Ven			

A	V	R	I	L
1 Sam				
2 Dim				
3 Lun				
4 Mar				
5 Mer				
6 Jeu	GTASE Comité directeur			
7 Ven	Paris, France			
8 Sam				
9 Dim				
10 Lun				
11 Mar				
12 Mer	GTPE Atelier de formation			
13 jeu	Abidjan, Côte d'Ivoire			
14 Ven				
15 Sam				
16 Dim				
17 Lun	Programme COMED			
18 Mar	Atelier National, Sénégal			
19 Mer	GTED Comité directeur			
20 Jeu	Grand Baie, Maurice			
21 Ven				
22 Sam				
23 Dim				
24 Lun	GTPE/sa Atelier de formation			
25 Mar	Afrique du Sud			
26 Mer				
27 Jeu	Forum mondial de l'éducation Dakar, Sénégal, 26-28 avril.			
28 Ven				
29 Sam	ADEA Comité directeur			
30 Dim	Dakar, Sénégal			

M	A	I
1 Lun		
2 Mar		
3 Mer		
4 Jeu		
5 Ven		
6 Sam		
7 Dim		
8 Lun	GTPE/sf Réunion	
9 Mar	Niamey, Niger	
10 Mer		
11 Jeu		
12 Ven		
13 Sam		
14 Dim		
15 Lun		
16 Mar		
17 Mer	Programme COMED Atelier national Abidjan, Côte d'Ivoire (dates à déterminer)	
18 Jeu		
19 Ven		
20 Sam		
21 Dim		
22 Lun		
23 Mar		
24 Mer		
25 Jeu		
26 Ven		
27 Sam		
28 Dim		
29 Lun	GTPE/sf Réunion	
30 Mar	Lomé, Togo	
31 Mer		

Activités de l'ADEA

Comité directeur de l'ADEA

- Réunion du Comité directeur de l'ADEA. Dakar, Sénégal, 29-30 avril.

Programme COMED (ADEA/ Banque mondiale)

- Atelier national de formation pour journalistes et chargés de communication, Sénégal. Programme COMED (communication pour l'éducation et le développement). Sénégal, 17-21 avril.
- Atelier national de formation pour journalistes et chargés de communication, Côte d'Ivoire. Abidjan, Côte d'Ivoire. Mai.

Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME)

- Atelier de renforcement des capacités. Organisé par PABA en collaboration avec l'Association des Libraires et Editeurs du Malawi (APAM). Lilongwe, Malawi, 13-14 mars.
- Réunion du GTLME avec le Comité exécutif par intérim du PABA. Londres, R.U., 15 mars.
- Comité directeur du GTLME. Londres, R.U., 16-17 mars.

Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.

Groupe de travail sur l'analyse sectorielle en éducation (GTASE)

- Séminaire sur la revue nationale d'analyse sectorielle en éducation. Maputo, Mozambique, 21-22 mars.
- Comité directeur du GTASE. UNESCO. Paris, France, 6-7 avril.

Groupe de travail sur la profession enseignante, section anglophone (GTPE/sa)

- Réunion sur les Centres de ressources pour enseignants. Lusaka, Zambie, 13-14 mars.
- Réunion SADC-TMS. Lusaka, Zambie, 10-11 mars.
- Atelier de formation pour directeurs et inspecteurs d'école. Thème : Auto-évaluation des écoles – Afrique du Sud, 24-29 avril.

Groupe de travail sur la profession enseignante, section francophone (GTPE/sf)

- Réunion de lancement des études nationales. Niamey, Niger, 8-10 mai.
- Réunion pour l'élaboration des plans d'actions nationaux. Lomé, Togo, 29-31 mai.

Groupe de travail sur l'éducation à distance (GTED)

- Réunion du Comité directeur. Grand Baie, Maurice. 19-20 avril.

Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES)

- Réunion du Comité directeur. Université de Namibie. Windhoek, Namibie, 20-21 juin.

Groupe de travail sur les finances et l'éducation (GTFE)

- Atelier de formation. Abidjan, Côte d'Ivoire. 12-22 avril.

Autres activités

- Forum mondial de l'éducation, Dakar, Sénégal, 26-28 avril.



Association pour le
Développement de l'éducation en Afrique

Lettre d'information trimestrielle
publiée par l'ADEA

Prière d'adresser toute correspondance à :
Association pour le développement
de l'éducation en Afrique
7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France

Tél: 33/ (0) 145.03.37.96

Fax: 33/ (0) 145.03.39.65

Courrier électronique : adea@iiep.unesco.org

Site Web:

<http://www.adeanet.org>

Photos de couverture : Enseignement supérieur : UNICEF/Giacomo Pirozzi ; Finance et éducation : UNICEF/Giacomo Pirozzi ; Profession enseignante : UNESCO/D. Roger ; Statistiques : GTSE ; Education non formelle : UNICEF/Betty Press ; Analyse sectorielle : UNESCO ; Développement de la petite enfance : UNICEF/Murray Lee ; Livres : UNICEF/Wolf.